Develop'

Le Journal de Louvain Cooperation

Louvain Coopération - Trimestriel - octobre 2016
Av. du Grand Cortil 15a - 1348 Louvain-la-Neuve - www.louvaincooperation.org

SOMMAIRE

ZOOM SUR LE TERRAIN

Rwanda et Burkina Faso :
deux nouvelles aventures
> page 3

EN IMAGES

Belo : l'histoire d'un hôpital
> page 6 - 7

PARTENARIAT

L'université et son ONG,
un partenariat aux multiples visages
> page 12

DOSSIER

L'hôpital de Belo :
un rêve devenu réalité
> page 4-5

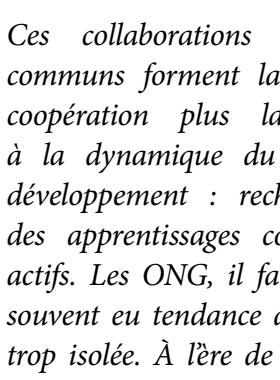
LOUVAIN COOPERATION
UNIVERSITAIRE ET SOLIDAIRE

Renforcer la collaboration entre ONG

Quatre ONG universitaires belges, actives dans les pays du Sud et en Belgique, qui se rejoignent dans leurs domaines et lieux d'intervention, mais aussi dans leur spécificité universitaire… Les points qui unissent Louvain Coopération (ONG de l'UCL), ULB Coopération (ONG de l'ULB), ADG (ONG de l'ULg-Gembloux) et la FUCID (ONG de l'UNamur) sont nombreux. Ces ONG ont en commun la réalisation d'études ou de recherches-actions, la capitalisation des acquis, l'appel à des experts académiques universitaires, la diffusion la plus judicieuse possible des savoirs, la sensibilisation des étudiants à travers l'organisation de Campus Plein Sud…

Ces collaborations existantes et points communs forment la base de l'idée d'une coopération plus large, qui correspond à la dynamique du secteur de l'aide au développement : rechercher des synergies, des apprentissages communs, des réseaux actifs. Les ONG, il faut bien l'admettre, ont souvent eu tendance à travailler de manière trop isolée. À l'ère de la mondialisation, des nouvelles technologies de l'information et de la communication et des réseaux sociaux, il n'est plus possible, ni souhaitable de travailler dans son coin… Profitons au mieux de chacune des expériences, positive ou négative, des autres !

Juin 2016 fut donc une grande première dans l'histoire de ces quatre ONG : celles-ci ont décidé de s'associer et de définir ensemble un programme quinquennal (2017-2021) qui vient d'être soumis à la DGD pour une demande de financement commune. Ce programme comprend des actions au Sud dans les domaines de la Sécurité alimentaire et économique et de la Santé, et des actions en Belgique, d'Education à la Citoyenneté Mondiale et Solidaire. Souhaitons-lui bonne chance !



Sophie Wyseur
Coordinatrice des Programmes Sud
Louvain Coopération

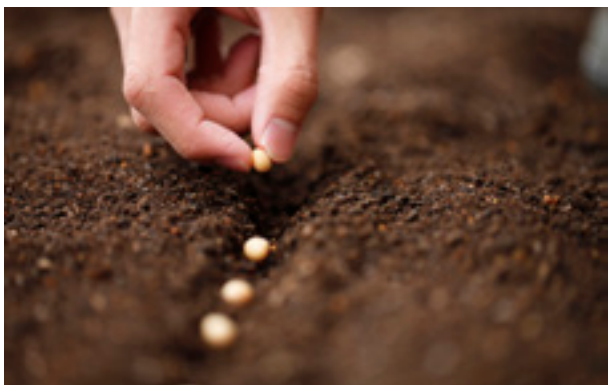
UCL Université catholique de Louvain

LOUVAIN COOPERATION
UNIVERSITAIRE ET SOLIDAIRE

Faire un legs, un geste d'avenir

En faisant un legs à Louvain Coopération, vous faites un geste pour vos proches mais, surtout, vous laissez derrière vous une trace indélébile. Saviez-vous que l'avantage fiscal du legs en duo peut être considérable ? Vos héritiers paieront moins de droits de succession, étant donné que l'association les prendra à sa charge.

Vous voulez obtenir de plus amples renseignements ?
N'hésitez pas à consulter votre notaire ou contactez Louvain Coopération, pour un rendez-vous en toute discrétion ou pour recevoir une brochure d'informations détaillées sur les testaments et les legs en duo.



Louvain Coopération est membre de la campagne Testament.be. Celle-ci permet à tous de se familiariser avec le droit de succession. Vous pouvez recevoir gratuitement le guide du testament en vous rendant sur le site **www.testament.be**.

Pour toute information, veuillez prendre contact avec Marie Devreux (Responsable legs et testament pour Louvain Coopération) : **mdevreux@louvaincooperation.org** ou par téléphone au **010 390 308**.

La Carte Solidaire s'ouvre à de nouvelles écoles supérieures

Déjà trois ans d'existence au sein de l'UCL et plus de 5.000 cartes vendues au profit du Fonds Solidaire ! L'initiative issue du partenariat entre Louvain Coopération et l'UCL se porte bien et étend son champ d'action à d'autres établissements d'études supérieures en Wallonie et à Bruxelles.

Créée en 2013, la Carte Solidaire est proposée au monde universitaire de l'UCL pour le prix de 12 euros. De ce montant, 5 euros sont directement prélevés dans le but de constituer un fonds de solidarité : le Fonds Solidaire. Depuis ses débuts, ce dernier a permis de soutenir neuf projets de solidarité en Belgique, en Afrique de l'Ouest et en République démocratique du Congo, et ce, pour un budget total de 20.000 euros.

Les initiatives développées grâce à la Carte Solidaire sont principalement axées sur l'amélioration des conditions de vie des populations locales au Nord comme au Sud, en témoigne un des derniers projets en date sur la valorisation en papier d'art de la plante invasive typha dans la région du fleuve Sénégal. Pour plus d'informations : **www.cartesolidaire.be**

À l'occasion de cette rentrée académique 2016-2017, la Haute Ecole Léonard de Vinci rentre à son tour dans le cercle de la Carte Solidaire et ses étudiants peuvent se la procurer lors de leur inscription. Sur le campus de l'UCL, la Carte Solidaire renforce sa collaboration avec les deux autres cartes phare de l'université, la Carte Culture et la Carte Sport, afin de communiquer au plus près des étudiants.

Devlop'
Le journal de Louvain Coopération
N°3 – Octobre 2016

Avenue du Grand Cortil 15a, 1348 Louvain-la-Neuve
tél : +32 010 390 300 fax : +32 010 390 319
info@louvaincooperation.org
www.louvaincooperation.org
TVA : BE 0422 717 486

Editeur resp. : Félix Vanderstricht
Rédaction : D. Bulon, M. Gillet, P. Grosjean, F. Nziza, M. Puissant, M. Le Polain, E. Stainier, M. Vermeulen, S. Wyseur
Crédits photos : A. Ayral, S. Chapelier, I. Corthier, C. Le Clercq, M. Le Polain, M. Skylitsis, J. Stockmann, S. Vanderstichele, T. Vergeylen

Nous vivons sur une planète dont les ressources sont limitées. Pour cette raison toutes les publications de Louvain Coopération sont imprimées sur du papier pefc (programme européen de gestion durable des forêts) avec des encres végétales.
PEFC

DEUX NOUVEAUX PAYS, TROIS NOUVEAUX PROJETS !

Assemblée des mutuelles du district sanitaire de Garango, Burkina Faso.

Dans quelques mois, Louvain Coopération espère se rendre au Burkina Faso et au Rwanda pour mettre en place de tout nouveaux projets. Un travail minutieux est actuellement mené au siège de l'ONG et sur les terrains pour construire ces futures actions.

Une fois n'est pas coutume, Devlop' vous emmène sur le terrain en… Belgique ! Eh oui, actuellement, le siège de l'ONG est en ébullition. Et pour cause : Louvain Coopération est en train de rédiger un programme sur 5 ans et souhaite s'implanter dans deux pays supplémentaires, avec de nouveaux projets pour les populations locales. Si tout se déroule bien, en 2017, elle sera présente au Burkina Faso et au Rwanda !

« *Nous souhaitions étendre le programme de Louvain Coopération en Afrique de l'Ouest, qui intervient déjà depuis quelque temps au Bénin et au Togo. Or, depuis quelques années, nous étions en contact avec une ONG burkinabé spécialisée dans les mutuelles de santé. Nous avons donc choisi de développer un projet dans ce domaine* », raconte Sophie Wyseur, Coordinatrice des programmes Sud pour Louvain Coopération. Le Rwanda est un autre pays dans lequel l'ONG de l'UCL souhaite travailler depuis longtemps. Déjà présente en RDC et au Burundi, Louvain Coopération projette de développer une dynamique régionale entre ces trois zones d'intervention.

Des étapes essentielles

Evidemment, lancer un nouveau projet dans un pays où l'on n'est pas encore présent demande de respecter de nombreuses étapes et conditions. « *Avant tout, ce qui détermine notre intervention dans un pays, ce sont les besoins et les demandes des populations et des partenaires locaux. Le point de départ d'un projet réside toujours dans une demande* », précise Sophie Wyseur. Cette demande, si elle correspond aux compétences et à l'expertise de l'ONG, va entraîner une étude de terrain. « *Les équipes de terrain recherchent des données pour nous permettre de prendre des décisions sur base de chiffres, de statistiques… Et si le besoin est effectivement présent, on peut commencer la démarche d'identification de projet.* »

Comme expliqué plus haut, au Burkina Faso, le choix de Louvain Coopération s'est porté sur le développement de mutuelles de santé. Au Rwanda, l'ONG a décidé d'agir sur deux grands besoins : d'une part la santé mentale, pour venir en aide aux personnes en détresse psychologique, ayant vécu un traumatisme ou rencontrant des difficultés psychiques passagères et, d'autre part, la sécurité alimentaire. Dans ce domaine, Louvain Coopération soutiendra la filière de la pomme de terre, l'une des cultures prioritaires dans la région de Butare, au Sud du Rwanda. « *Je pense que ces nouveaux projets sont vraiment positifs pour Louvain Coopération. Grâce à eux, nous pourrons toucher d'autres populations, mettre à profit ce que l'on a appris dans d'autres pays, acquérir une légitimité, par exemple, dans le plaidoyer au niveau national pour les mutuelles de santé…* », commente Sophie Wyseur.

Pour chacun de ces projets, Louvain Coopération s'est entourée d'organisations locales, des partenaires spécialisés dans les domaines dont il est question.

Apprendre à se connaître

« *Une fois qu'on a identifié un besoin, un partenaire et un projet, on doit organiser un atelier de réflexion participative et de planification avec le partenaire*», continue Sophie Wyseur. « *Le but est vraiment de vérifier si on est sur la même longueur d'onde. Cet atelier est absolument nécessaire pour déterminer les futures zones d'intervention, les objectifs que l'on vise, les résultats que l'on peut espérer et, ensuite, on essaye d'imaginer des activités si possible innovantes pour atteindre ces objectifs.* »

Ces fameux ateliers ont déjà eu lieu pour chacun des nouveaux projets. Suite à cela, les équipes terrain et les experts de Louvain Coopération ont entamé la rédaction d'un document de projet reprenant tous les détails des futures actions qui seront entreprises sur cinq ans. L'étape finale, avant le démarrage d'un projet, est l'obtention d'un accord de financement de la Direction Générale de la coopération au Développement (DGD), qui décidera si oui ou non, elle soutiendra ce projet financièrement. Sans la participation de l'Etat belge, ces actions ne pourront tout simplement pas être réalisées.

La décision de la DGD devrait tomber en janvier ou février 2017. Nous saurons alors si l'ONG de l'UCL sera en mesure de venir en aide aux populations rwandaise et burkinabé et d'étendre ainsi son combat pour un monde plus solidaire.

L'hôpital de Belo : un rêve devenu réalité

En ce mois d'octobre 2016, nous célébrons l'anniversaire de l'inauguration de l'hôpital de Belo, à Madagascar. L'occasion de tirer un premier bilan de l'activité hospitalière et de revenir sur le parcours mouvementé qui a mené à cette réalisation tant souhaitée par la population locale.

Il y a un an, les équipes de Louvain Coopération ont réalisé un rêve né huit années auparavant. Celui d'offrir un hôpital aux 150.000 habitants du district de Belo-sur-Tsiribihina, situé sur la côte ouest de Madagascar. Dans ce coin reculé de l'île, certains malades devaient parfois marcher trois jours durant avant d'atteindre un centre de soins, avec les terribles conséquences que cela impliquait. Dans ces conditions, les taux de mortalité infantile et maternelle, notamment, atteignaient des sommets.

Une situation qui ne pouvait plus durer… « *Nous avons été interpellés pendant plus de trois ans par la population, par des représentants des comités de santé, par le maire… De très nombreuses personnes nous expliquaient ne pas avoir accès à l'hôpital. Nous avons donc demandé une étude à l'INSPC (Institut National de Santé Publique et Communautaire) pour savoir si, oui ou non, ce projet était réellement pertinent. La réponse a été positive, sans ambiguïté* », se souvient le docteur Christian de Clippele, expert santé au sein de Louvain Coopération.

À cette étape, de nombreuses barrières restaient encore à franchir. Les complications administratives sur fond de crise politique ont plusieurs fois poussé les équipes de Louvain Coopération à modifier le projet de base. Finalement, l'ONG de l'UCL s'est entourée de la communauté des Sœurs franciscaines missionnaires de Marie pour poser les premières pierres du futur hôpital.

Pas à pas… vers un hôpital

Un projet d'une telle ampleur a évidemment dû être construit petit à petit, en suivant plusieurs phases de développement. La première a consisté en l'ouverture du dispensaire, aujourd'hui en activité depuis quatre ans.

« *Avant d'être reconnu comme hôpital, le dispensaire de Belo avait la possibilité de prendre en charge ce que l'on appelle le Paquet Minimum d'Activités* », explique Christian de Clippele. « *Ce sont les soins qui ne nécessitent pas de chirurgie ou de grosse technicité. Le centre pouvait donc traiter les principales maladies qui sévissent dans ces régions, soit les infections respiratoires aigües, les diarrhées, qui sont encore mortelles essentiellement pour les enfants en bas âge, la malaria, qui reste la grande tueuse, et puis de nombreuses autres maladies comme le VIH/sida, la tuberculose… Mais aussi les plaies superficielles.* »

Durant les trois années suivantes, des travaux ont été effectués pour atteindre la seconde phase du déploiement de l'hôpital. Celle-ci comprenait l'ouverture d'une maternité, d'une buanderie, et d'un laboratoire. La présence du service de maternité impliquait de pouvoir pratiquer des césariennes. Pas à pas, l'hôpital de Belo développe donc une activité chirurgicale qui permet aussi de prendre en charge des cas d'urgence, comme les péritonites par exemple. Ce second grand objectif a été atteint il y a un an. En octobre 2015, les équipes de Louvain Coopération étaient accompagnées de nombreuses autorités locales pour le « couper de ruban traditionnel », inaugurant ainsi le tout nouvel hôpital.

La nouvelle de la présence de ce nouveau centre de soins s'est répandue dans la région et, chaque jour, de nouveaux patients se présentent à ses portes. Aujourd'hui, l'hôpital de Belo accueille tous les mois un millier de malades souffrant de pathologies diverses. Une belle victoire pour les équipes de Louvain Coopération. « *Enfin un hôpital de référence pour cette population !* », se réjouit Christian de Clippele. « *Nous partions d'un dispensaire où l'on pouvait réaliser des soins de premier niveau, où les gens étaient parfois déçus car nous ne pouvions pas les aider lorsqu'il s'agissait de soins de maternité complets et/ou de chirurgie et, aujourd'hui, on peut le faire ! Ce dispensaire est devenu un hôpital. Maintenant, il doit grossir, gagner en réputation et en qualité…* »

TÉMOIGNAGE

"Cet hôpital me permet d'espérer"

Depuis quelques mois, le Dr Mandavololona Ramakavelo, gynécologue et obstétricienne, met son talent et ses connaissances au service de l'hôpital de Belo. « *Mon mari a été affecté ici, je l'ai donc suivi et comme l'hôpital était dans le besoin, je suis venue donner un peu d'aide* », raconte-t-elle.

« *Je pense que cette structure représente une grande aide pour la population. C'est très important qu'il y ait un centre de santé ici car l'hôpital le plus proche qui pratique de la chirurgie se trouve à Morondave, soit à plus de 100 kilomètres par des routes en très mauvais état. C'était donc très difficile, pour les personnes nécessitant une intervention d'urgence, de le rejoindre. Aussi, d'un point de vue économique, cet hôpital est devenu très important pour la région…* »

Chaque jour, cette doctoresse fait l'impossible pour venir en aide aux futures mamans qui mettent leur vie entre ses mains. « *Les cas les plus fréquents sont les césariennes, les échecs d'accouchement par voie basse pour lesquels on est obligé de réaliser une intervention chirurgicale d'urgence. Viennent ensuite les appendicectomies. Mais nous réalisons également de nombreuses autres interventions chirurgicales. Actuellement, une des plus grandes difficultés pour les patients comme pour les soignants est l'éloignement de certains villages par rapport à l'hôpital. Lorsque des patients qui viennent de loin arrivent ici, ce sont toujours des cas très graves autour desquels il faut mettre en place toute une réanimation, plusieurs interventions. C'est très difficile pour nous et pour les patients.* »

Si la construction de l'hôpital de Belo a énormément avancé ces dernières années, il est aujourd'hui victime de son succès et,

comme l'explique la gynécologue, certains besoins importants se font sentir. « *C'est le personnel surtout qui manque. Aujourd'hui, on a beaucoup d'activités et nous manquons donc de soignants, mais aussi de chambres pour accueillir les patients. En ce qui concerne la chirurgie, le matériel fait également défaut. Nous avons besoin de plus d'instruments pour le bloc opératoire pour réaliser de plus nombreuses interventions. Petit à petit, les choses évoluent. Même si l'état de la santé à Madagascar reste difficile, les initiatives comme l'hôpital de Belo me permettent d'espérer…* »

Belgique → Madagascar

Belo : une histoire qui démarre à peine !

Aujourd'hui, au sein de l'hôpital de Belo, les services de dispensaire, de maternité, de chirurgie sont déjà fonctionnels, ainsi que la buanderie et le laboratoire. Ces différentes étapes, aussi encourageantes soient elles, ne représentent pas pour autant un aboutissement. En effet, « l'aventure Belo » est loin d'être terminée. En réalité, elle démarre à peine…

L'objectif de l'ONG est de développer davantage cet hôpital, afin qu'il puisse traiter de plus nombreux cas. « *Pendant les premiers mois, nous avons fait face à d'importants manques pour la stérilisation du matériel* », commente le docteur Christian de Clippele. « *Mais, grâce à la générosité de nos donateurs, ce problème est aujourd'hui derrière nous. Désormais, il nous faut augmenter le nombre de lits d'hospitalisation. L'hôpital en compte actuellement 20 et leur taux d'occupation est supérieur à 200 % !* »

L'offre de soins doit également être augmentée. Un service de pédiatrie manque encore à l'hôpital alors que, dans le pays, les enfants âgés de 5 à 15 ans représentent 20 % de la population.
« *Au niveau chirurgical aussi, certains instruments essentiels manquent encore : un bistouri électrique, des instruments de chirurgie abdominale, du matériel de chirurgie traumatologique pour tous les accidentés de la route… Mais, plus important encore, il faut que ces soins puissent être accessibles à un public plus large.* »

À Madagascar, la pauvreté extrême représente plus que des mots. Elle est une réalité quotidienne pour des milliers de personnes qui survivent avec moins de deux dollars par jour. Dans ces conditions, les frais hospitaliers représentent un luxe qu'une grande partie de la population ne peut se permettre.

« *Pour l'instant* », continue le médecin, « *le fonctionnement quotidien de l'hôpital est financé en partie par de modestes apports extérieurs comme ceux de Louvain Coopération mais, pour le reste, les patients doivent s'acquitter eux-mêmes de leurs frais médicaux. Pour y accueillir tout le monde, il a été décidé d'adapter les tarifs des soins aux revenus des malades. Mais il est clair que la solution à long terme est de développer une mutuelle de santé, un rêve que Louvain Coopération espère réaliser un jour…* »

Le sang qui sauve des vies

La nécessité de réaliser des transfusions sanguines représente l'un des besoins les plus urgents pour le bon fonctionnement de l'hôpital. Afin de pallier ce manque, Louvain Coopération souhaite implanter au plus vite une banque de sang au sein du centre de santé. « *Les cas nécessitant une transfusion sont extrêmement nombreux. Il est très fréquent que de jeunes enfants arrivent à Belo en présentant des anémies particulièrement sévères. Pour eux, les transfusions ont un effet immédiat. Ils arrivent moribonds et, suite à un apport de sang, on les voit jouer dans la cour de l'hôpital quelques jours plus tard. C'est également vital pour la maternité. Les hémorragies sont fréquentes et, dans ces cas, les transfusions sont incontournables. Et puis, il y a tous les autres cas, les accidentés de la route qui sont de plus en plus fréquents et qui arrivent souvent en ayant perdu beaucoup de sang* », raconte encore le médecin.

Mais le sang qui rend la vie peut également donner la mort si une structure sérieuse n'entoure pas la banque de sang. La transfusion d'un sang non compatible peut se révéler fatale, sans compter les nombreuses infections virales que ce fluide peut transporter. Il est donc capital de créer une banque de sang à Belo dans laquelle on puisse tester les groupes sanguins, les rhésus, mais également éliminer les infections virales telles qui le VIH/SIDA ou l'hépatite, malheureusement très présents dans cette partie du monde.

Des freins pratiques

Pour que la future banque de sang de Belo soit fonctionnelle en permanence, il est capital qu'elle soit adaptée aux contraintes pratiques que subissent quotidiennement les Malgaches.

La plus importante d'entre elles réside dans les défaillances du réseau électrique. Il n'est pas rare que l'hôpital soit privé de courant durant plusieurs jours, ce qui rend impossible la conservation des pochettes de sang. Il est donc primordial d'équiper la banque de frigos spéciaux, capables de rester à une température entre 4 et 8 degrés durant trois jours sans électricité. Ceux-ci permettront également de préserver les vaccins et autres médicaments qui doivent rester au frais.

Ce type de frigo très bien isolé existe, mais représente un budget important, tout comme le reste du matériel nécessaire pour constituer une banque de sang efficace. Cette dépense, Louvain Coopération ne pourra y faire face sans votre aide et votre générosité. Chaque semaine, l'hôpital de Belo sauve des vies et, grâce à vous, il pourra encore faire beaucoup plus.

EN IMAGES

La côte ouest de Madagascar est une région reculée où la population n'avait que très difficilement accès aux soins de santé. Louvain Coopération a donc décidé d'y mettre sur pied un centre de soins à Belo-sur-Tsiribihina. Simple dispensaire au départ, il devient petit à petit un véritable hôpital et peut accueillir de plus en plus de patients présentant diverses pathologies.

Aujourd'hui, l'hôpital de Belo peut assurer les soins de base d'un dispensaire, comprend des services de maternité et de chirurgie fonctionnels, ainsi qu'une buanderie et un laboratoire. Tous ces locaux ont même vu récemment leur alimentation en électricité garantie par la pose de panneaux solaires. Chaque mois, un millier de patients se présentent aux portes de l'hôpital. Mais de nombreuses

étapes restent à franchir. Afin d'accueillir davantage de patients et des cas de plus en plus variés, l'hôpital doit s'agrandir, installer une banque de sang, son personnel doit être encore mieux formé…
Les défis sont donc nombreux, oui, mais Louvain Coopération et son partenaire local sont déterminés à les relever, grâce à votre soutien !

L'identité dans la mixité

« L'identité ne se limite pas à une nationalité inscrite sur un passeport, à une couleur de peau ou encore au sexe de l'individu. Plus insaisissable, il serait difficile de la résumer en quelques mots. Au-delà de l'identité nationale, concept flou et largement instrumentalisé, les identités personnelle, culturelle et sociale, offrent bien plus de possibilités d'aller à la rencontre des autres… » (S. Merle)

Louvain Coopération, ce ne sont pas seulement des projets dans les pays du Sud.

Depuis mars 2016, Louvain Coopération s'est lancée dans une nouvelle aventure sur le campus de l'Université catholique de Louvain (UCL). En collaboration avec le Cafrikap (un kot-à-projet qui se penche sur les problèmes rencontrés sur le continent africain de manière participative et conviviale), des organisations pertinentes et le corps académique de l'UCL, Louvain Coopération a créé le festival Louv'ID. Ce dernier est un évènement qui met à l'honneur le concept de l'identité.

Pour ce faire, le festival tend à sensibiliser les étudiants et toute la communauté universitaire aux enjeux liés à l'identité et à la mixité. Il s'agit de mettre en exergue une société diversifiée dont l'avenir se situe dans l'acceptation de l'identité de l'autre, une société dans laquelle chacun est reconnu aussi pleinement que possible pour ce qu'il est, où chaque personne est un citoyen à part entière quelles que soient ses appartenances religieuse, culturelle, politique ou ethnique notamment.

En pratique, le festival se déroule sur quatre jours durant le deuxième quadrimestre académique. Des activités diverses et variées ont lieu chaque jour allant d'une sensibilisation sommaire à des activités plus informatives et engageantes.

Les identités …

Malgré l'offre abondante d'activités extra-scolaires sur le campus universitaire, il existe peu d'initiatives traitant de cette thématique qui pourtant est nécessaire pour forger les esprits et permettre les rencontres. Avec plus de 127 nationalités, l'UCL est une plaque-tournante d'échanges culturels. Même si la présence de personnes d'origines et de cultures différentes sur le campus peut être perçue comme une source de richesse, cette diversité, par manque d'ouverture, peut engendrer de temps à autre des freins aux expériences interculturelles vécues au sein de la communauté estudiantine. C'est ainsi que la première édition du festival s'est penchée sur l'identité dans la mixité.
Cette année académique 2016-2017, l'édition du festival va plus loin en abordant les identités féminines et les stéréotypes basés sur les genres.

En effet, cette problématique est fortement présente dans les arènes publiques et privées du Nord et du Sud et il est, dès lors, pertinent d'informer et de sensibiliser les étudiants à ce sujet.

« Le Festival Louv'ID n'est pas un éloge de la différence, il nous invite simplement à déplacer notre regard au-dessus des apparences identitaires qui limitent souvent notre vision. » (S. Merle)

Mixité culturelle

En mars 2016, le festival était aux couleurs de la mixité culturelle. Louv'ID s'est ouvert avec un happening en rue où de jeunes gens de diverses origines ont défilé avec des pancartes reprenant des clichés culturels et raciaux. L'objectif était de susciter une réflexion autour des thèmes de l'immigration, de l'altérité et de l'identité. Les personnes interpelées étaient alors invitées à prendre connaissance des activités organisées dans le cadre du festival. Il s'en est suivi une exposition de photographies, une soirée-débat au Libris Agora et une projection cinématographique sur l'identité culturelle des jeunes migrants africains résidant aux États-Unis.

Dans l'ensemble, les événements ont rassemblé de nombreux participants, tous horizons confondus, tant lors des débats que durant l'exposition. Un échange riche et intense a eu lieu pour cette première sensibilisation à la mixité culturelle.

L'activité phare du festival consistait en une exposition de photos intitulée « Les visages de la mixité » mettant en exergue 15 étudiant(e)s du campus de Louvain-la-Neuve. Réalisée par le photographe Thomas Vergeylen, cette exposition vise à faire émerger un questionnement sur l'identité, par les lieux et les messages transmis au travers des modèles. L'idée développée est que la complexité est à la portée de ceux qui souhaitent dépasser les visions réductionnistes qui bridents notre curiosité.

Thomas Vergeylen partage à ce sujet : *« Depuis plusieurs années, la photographie fait partie de mon quotidien. Mon regard tente de prouver une existence, un moment présent et fragile afin de l'ancrer à jamais. Je porte un regard curieux et passionné sur les cultures du monde. Connaître l'autre au cœur de ses différences et coutumes m'a toujours captivé. C'est pour l'ensemble de ces raisons que ce projet me tient réellement à cœur. Je pourrais ainsi terminer par ces mots: votre différence est une force et non une faiblesse ou un malaise ».*

Les identités féminines

En février 2017, le festival entamera sa deuxième édition et les identités féminines seront mises à l'honneur. À travers un jeu de sensibilisation, une activité créative d'expression commune sur l'identité féminine encadrée par l'artiste peintre Roxana Alvarado, une foire à l'engagement et une conférence sur l'éco-féminisme, différents pans de l'identité féminine seront explorés.

L'activité phare de cette nouvelle édition sera la conférence sur l'éco-féminisme, concept visant à mettre en relation trois types d'ascendances sur les femmes, sur la nature et sur le Sud. Ce courant du féminisme remet la femme au centre des préoccupations écologiques et sociales, en les considérant comme des actrices de changements.

INTERVIEW

"Le cours IngénieuxSud devrait s'étendre à toutes les facultés"

Professeur à l'école Polytechnique de Louvain, Jean-Pierre Raskin enseigne la physique des matériaux et des dispositifs électroniques. Depuis trois ans, il gère IngénieuxSud en partenariat avec Louvain Coopération. Un projet qui devient un cours interfacultaire en cette rentrée académique 2016-2017. Zoom sur l'évolution d'une initiative pas comme les autres...

LC: **Comment a commencé votre partenariat avec Louvain Coopération ?**

JPR: J'ai intégré IngénieuxSud il y a trois ans. Je souhaitais, en effet, rapprocher mon activité de recherche des besoins de la société. À l'époque, IngénieuxSud offrait la possibilité aux étudiants de l'Ecole Polytechnique de Louvain de troisième année de résoudre une problématique posée par des populations du Sud. La recherche des solutions se faisait en Belgique et les étudiants partaient ensuite mettre en pratique leurs résultats dans le pays en développement concerné. Très vite, nous avons fait évoluer le projet afin d'y intégrer plus en amont les partenaires au Sud dans le travail des étudiants. Depuis, IngénieuxSud a gagné en popularité et l'initiative a aussi été étendue aux facultés des Sciences, des Bioingénieurs et d'Architecture.

LC: **Selon vous, qu'est-ce qui plaît autant aux étudiants dans le projet IngénieuxSud ?**

JPR: Cela leur apprend à gérer un projet de A à Z. IngénieuxSud les pousse très loin dans leurs compétences de gestion parce que jusque-là ils ont toujours été guidés dans leur cheminement. Lorsqu'ils reçoivent, en cours, un cahier des charges avec des paramètres techniques, tout est inscrit sur la feuille. Les questions posées par IngénieuxSud exigent une recherche de ces paramètres techniques au départ inexistants. Les étudiants se rendent alors compte qu'ils doivent considérer d'autres critères pour arriver à un résultat applicable au terrain. Le projet leur apprend aussi à collaborer avec d'autres disciplines scientifiques. Ils vont se renseigner en-dehors de leur faculté et rencontrent des chimistes, biologistes, architectes ou encore des philosophes. Dans l'ensemble, les étudiants reviennent transformés et plus critiques à l'égard de l'impact des sciences et technologies sur la société.

> "L'ONG doit permettre à l'université de sortir de son laboratoire et d'aller vers la société avec un grand S."

LC : **D'après vous que peut apporter une ONG à une université ?**

JPR: Le lien entre l'UCL et Louvain Coopération est primordial pour permettre à l'université de sortir de son laboratoire et d'aller vers la société avec un grand S. L'université doit jouer pleinement son rôle de réflexion sur la société et seule elle n'y arrivera pas. Il est indispensable qu'elle s'entoure d'acteurs de terrain. Une université centrée sur elle-même finit par mourir.

LC : **Quel serait votre souhait pour renforcer les liens entre l'UCL et LC ?**

JPR: Mon souhait, c'est que le cours IngénieuxSud contamine toute l'université et soit disponible pour les étudiants des secteurs des sciences humaines et médicales. Cela favoriserait la collaboration entre les différentes disciplines universitaires et ouvrirait la voie à des solutions plus abouties.

DETTES ET LIENS : MOTEURS DE L'ÉPARGNE INFORMELLE AU

Maïté le Polain est chercheuse pour la Chaire d'Economie Sociale et Solidaire au Sud (CESSS), qui vise à renforcer les liens entre le Centre Interdisciplinaire de Recherche Travail, Etat et Société (CIRTES) de l'UCL et Louvain Coopération. Dans le cadre de sa thèse, elle s'est penchée sur les Mutuelles de Solidarité (MUSO). Ces associations permettent à leurs membres de mettre en commun des ressources afin de bénéficier de petits crédits pour créer leurs propres activités économiques et de s'entraider en cas de besoin. Maïté le Polain emmène Devlop' sur son terrain de recherche, le Sud-Kivu, et nous livre quelques-unes de ses observations et conclusions.

« *Yangu Yako Iendeleya Ibadilisha Maisha* » (« à moi et à toi, que ça continue et que ça transforme nos vies »), voici le salut de la MUSO Binja que Maman Faida, présidente du groupe, aime rappeler aux membres. Depuis plus de trois ans, cette MUSO de Bukavu réunit chaque mois une quinzaine d'hommes et de femmes. À chaque réunion, les membres versent deux cotisations. La cotisation à la caisse d'épargne et de crédit, « la caisse verte », s'élève à 1800 CDF (+/-1,65€) et la cotisation à la caisse sociale, la « caisse rouge », s'élève à 900 CDF (+/-0,83€). L'argent de la caisse verte permet d'octroyer des crédits aux membres du groupe qui en font la demande. Les prêts sont à rembourser après deux mois et avec 10% d'intérêt sur la somme empruntée. Les intérêts permettent au fonds de croître, et d'octroyer des crédits de plus en plus importants aux membres.

Chaque année, les membres de la MUSO Binja utilisent une partie des intérêts engrangés pour partager un repas et acheter des vivres qu'ils se répartiront. La caisse rouge permet, quant à elle, d'offrir un soutien financier au membre du groupe qui connait un évènement heureux (mariage d'un enfant ou naissance) ou malheureux (deuil et maladie).

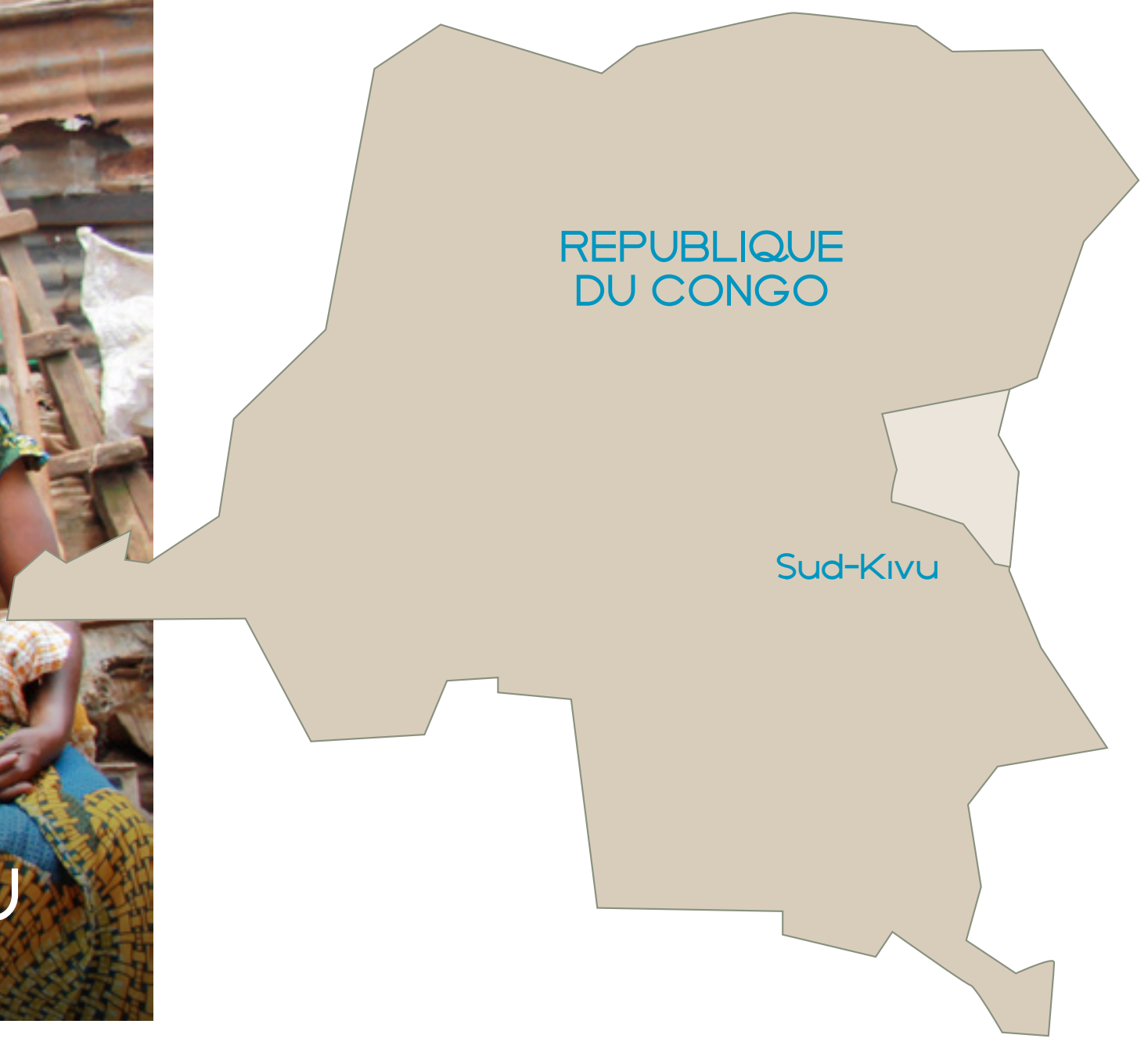
Au cours de ma thèse de doctorat sur les MUSO au Sud-Kivu entamée en 2012, j'ai eu l'occasion de suivre de près la vie de plusieurs MUSO similaires au groupe Binja. Celles-ci ont été pour la plupart guidées dans leurs premiers mois de vie par Louvain Coopération qui, en coordination avec la SIDI (Solidarité Internationale pour le Développement et l'Investissement), leur a transmis et enseigné les principes de fonctionnement d'une mutuelle de solidarité.

Des MUSO inspirées par les pratiques d'épargne locales

L'objectif de ma thèse de doctorat est de comprendre comment les participants aux Mutuelles de Solidarité au Sud-Kivu s'approprient ces principes de fonctionnement nouveaux mais inspirés de pratiques traditionnelles. Car les Mutuelles de Solidarité ressemblent à bien des égards aux tontines (likilemba), associations d'épargne et de crédit informelles extrêmement populaires au Sud-Kivu, comme dans de nombreux pays du Sud. Une tontine est un ensemble de personnes qui choisissent librement de mettre en commun des cotisations fixes et régulières. La somme des cotisations est immédiatement reversée à l'un des membres, à tour de rôle, suivant un principe rotatif.

L'une des principales raisons d'adhésion aux tontines est l'incitation à épargner qu'elles produisent. Les membres d'une tontine se sentent contraints de tenir leurs engagements vis-à-vis des autres membres du groupe et de verser la cotisation promise. Cette cotisation est assimilable à une épargne régulière que le membre obtient le jour où il est désigné bénéficiaire de la cagnotte.

La caisse verte de la MUSO reproduit l'engagement à cotiser de la tontine. Mais elle introduit une nouveauté pour les populations du Sud-Kivu largement habituées au fonctionnement des



tontines rotatives. Les cotisations mises en commun ne sont plus immédiatement reversées à l'un des membres mais s'accumulent dans la caisse verte et se transforment en fonds de crédits. Les membres bénéficient de crédits aux montants variables en fonction de leurs besoins.

Origines de l'incitation à épargner

Pourtant, les résultats de nos recherches mettent en évidence que, malgré un engagement à cotiser de manière régulière identique dans les deux types d'organisation, l'incitation à cotiser dans une mutuelle de solidarité est plus faible que dans une tontine. En témoigne cet extrait d'entretien qui compare les deux cotisations: « *Vous devez avoir cet argent, vous devez l'avoir, coûte que coûte. Il n'y a pas de pardon dans la likilemba [tontine], vous devez contribuer. Dans la MUSO, il faut donner [la cotisation] mais parfois ça arrive qu'on n'ait pas d'argent* ».

Comment expliquer cet affaiblissement de l'incitation à épargner dans les MUSO? Dans la tontine, le principe de circulation immédiate des cotisations de façon rotative génère une série de relations personnelles d'endettement. La cotisation est directement due et attendue par un autre membre du groupe, qui peut rapidement protester s'il ne reçoit pas son dû. Il peut menacer de ne plus payer ses cotisations futures, pénalisant en cascade tous les autres membres qui attendent encore leur tour. Dans les MUSO, les menaces de sanctions existent mais aucun membre n'est suffisamment incité à les déclencher. Car le dommage causé par une cotisation impayée est faible, réparti sur l'ensemble du groupe. Outre les menaces de sanctions réelles, le membre de la tontine est incité à cotiser pour préserver les liens de confiance et d'amitié qui l'unissent à celui qui reçoit la cagnotte. Si, dans les MUSO, les membres sont également unis par des liens de proximité, les relations personnelles d'endettement disparaissent avec la mise en place du fonds, car la cotisation n'est plus autant attendue.

Des solutions pour fortifier les MUSO

Pour remédier à l'irrégularité des cotisations des membres, certaines MUSO ont spontanément élaboré de nouvelles règles. L'une d'entre elles conditionne l'octroi de crédit au versement des cotisations impayées. Une autre a incorporé une tontine au sein de la MUSO. Une autre encore encourage les membres à avancer le montant de la cotisation pour ceux qui n'ont pas pu la payer. L'originalité des deux dernières solutions réside dans la (re)transformation de la cotisation en dette.

En conclusion, si les MUSO présentent bien d'autres atouts par rapport aux tontines (comme par exemple une plus forte capacité à créer une identité collective ou un mécanisme d'assurance systématique via la caisse rouge), nos résultats de recherche mettent en évidence que la réalisation de ces avantages est soumise à une condition : réussir à inciter les membres à respecter leurs engagements de cotisations régulières, sans quoi la mise en commun de fonds, pilier de la stratégie coopérative, se retrouve menacée. Lorsque les groupes parviennent à faire respecter le versement des cotisations, alors le potentiel en termes de développement socio-économique devient réalisable. L'accompagnement de Louvain Coopération les y aide en ce sens.

Louvain Coopération et l'UCL, un partenariat aux multiples visages

Héritière d'associations fondées par des académiques de l'UCL, Louvain Coopération a toujours entretenu avec l'université des liens étroits à plusieurs niveaux. En voici un aperçu.

Ce groupe d'IngénieuxSud a mis en place un système de potabilisation des eaux à Madagascar.

Actions 1+1 : l'UCL double les dons de son personnel

Chaque année, l'UCL s'engage à doubler les dons de ses membres à Louvain Coopération. Ainsi en 2015, cette action a rapporté plus de 70.000€ en faveur des projets de l'ONG.

IngénieuxSud : défis étudiants pour le développement

Louvain Coopération permet chaque année à une cinquantaine d'étudiants scientifiques, architectes et ingénieurs de mettre leurs compétences au service d'un projet concret en collaboration avec des étudiants d'universités du Sud.

Partage de connaissances et de solutions académiques

La particularité de Louvain Coopération est son recours à la recherche universitaire et à l'expertise des académiques belges pour proposer des solutions adaptées à des problématiques signalées par les populations du Sud : du matériel médical robuste, des parcelles agricoles de recherche sur des plantes résistantes à la sécheresse, …

Le soutien de spin-offs et start-ups de l'UCL

Les entreprises liées à l'UCL sont aussi susceptibles de soutenir Louvain Coopération, à travers des dons financiers ou du mécénat de compétences et d'expertise. Ainsi les chercheurs Benoît Macq et Jonathan Orban de Xivry de la société IBA, ont rétrocédé à Louvain Coopération les royalties de leur dernière innovation : un scanner médical, qu'ils entendent également adapter à une utilisation dans les pays en développement. Un double bénéfice donc pour les projets de l'ONG.

Une carte pour une université plus solidaire

Depuis quelques années, la Carte Solidaire permet, pour la modique somme de 12€, à tous les membres de l'UCL (et d'autres établissements d'enseignement supérieur de la région) de soutenir à la fois directement l'un des projets de Louvain Coopération, et d'alimenter le Fonds Solidaire, qui finance chaque année des projets durables proposés par des étudiants. Une belle manière de se montrer universitaire et solidaire !

Le Théâtre Le Public joue pour Louvain Coopération !

Le Théâtre Le Public et Louvain Coopération s'associent pour une saison artistique 2016-2017 aux couleurs de la solidarité Nord-Sud. Ce partenariat permettra à l'ONG de l'UCL de financer ses projets de développement tout en participant à la promotion du monde culturel belge.

Pour tout abonnement pris au Théâtre Le Public jusqu'au 15 octobre 2016, 15% du montant seront reversés à Louvain Coopération pour ses actions au Sud. Loin de s'arrêter en si bon chemin, ce partenariat proposera aussi une avant-première dont le prix des places sera cette fois-ci entièrement restitué à l'ONG de l'UCL. Cette initiative offre l'opportunité aux amateurs de théâtre, mais également à tous ceux qui souhaitent renforcer les relations Nord-Sud, d'allier divertissement culturel et aide au développement.

Pour plus d'informations sur le programme complet de la saison 2016-2017, rendez-vous sur **www.theatrelepublic.be**. À vos agendas !

10 ANS DÉJÀ !

10 ANS DE MUTUALITÉS AFRICAINES : RÉTROSPECTIVE ET PERSPECTIVES

La première vraie rencontre entre Xavier Brenez, CEO de l'Union Nationale des Mutualités Libres, et Félix Vanderstricht, Directeur général de Louvain Coopération, a eu lieu à l'aéroport de Zaventem en 2014. Mais les Mutualités Libres et Louvain Coopération travaillent depuis bien plus longtemps au développement de mutuelles de santé au Bénin et au Togo. Comment les deux hommes voient-ils ces 10 ans de collaboration entre les Mutualités Libres et Louvain Coopération ? Et surtout, comment envisagent-ils l'avenir ? Une interview commune signée Lies Dobbelaere (MLOZ).

Dix ans de collaboration, ce sont des noces d'étain. Selon vous, quel projet a été le plus remarquable ?

Félix Vanderstricht - Un projet incontournable est bien évidemment le programme MASMUT*.

Xavier Brenez - MASMUT est une collaboration entre les Mutualités Libres, Chrétiennes et Socialistes.

FV - Elle est utile pour créer un cadre légal pour les mutualités africaines. C'est essentiel pour les installer durablement dans les communautés africaines. Si chaque organisation développe son propre système, les mutualités ne peuvent pas se développer.

XB - Nous ne pouvons faire une différence que si les 3 principales mutualités belges collaborent. De cette manière, nous stimulons en outre la collaboration entre les différentes mutualités locales. Nous l'avons vu lors d'une conférence à Abidjan, lors de laquelle ces dernières ont partagé leurs expériences.

Une rétrospective est le moment idéal pour être critique. Y a-t-il des aspects que vous aborderiez différemment aujourd'hui ?

FV - Au cours de ces 10 ans, nous avons déjà adapté certaines choses. Au début, nos projets étaient relativement modestes. Nous estimions que 800 membres suffisaient. Puis, vers 2009, nous avons constaté que nous pouvions faire mieux et nous avons davantage investi dans les mutualités au Bénin et au Togo. Je pense que nous aurions dû le faire plus tôt : moins de projets à petite échelle et voir les choses en grand.

XB - Nous voyons les mutualités au Bénin et au Togo comme «nos mutualités» et trouvons important qu'elles grandissent, comme nous souhaitons également que nos mutualités belges grandissent.

Selon vous, qu'est-ce qui est important pour l'avenir des mutualités africaines ?

FV - Il ne faut surtout pas penser que tout va aller de soi maintenant. Pour que les mutualités africaines soient une réussite, elles doivent rester crédibles et efficaces. Nous devons pouvoir convaincre de manière relativement rapide par exemple 15% de la population d'une certaine région de s'affilier. C'est un défi, car cette affiliation est volontaire et les personnes ont généralement peu d'argent pour le faire.

XB - Dans des pays comme le Bénin et le Togo, il y a aussi un débat sur la manière dont nous allons aborder les mutualités. Est-ce que l'on fait comme en Belgique où l'État collabore avec les mutualités ou est-ce que l'on opte pour un système dans lequel l'État règle tout ? Pour faire jouer un rôle important aux mutualités, nous devons donc nous pencher sur la crédibilité de ces entités du très local jusqu'au niveau des unions nationales. En Belgique, nous avons mis 200 ans à mettre en place ce que nous avons actuellement... Nous ne devons pas oublier que cela prend du temps.

FV - Si nous allons trop vite, nous risquons de faire des erreurs. Nous devons développer les compétences nécessaires pour que les mutualités fonctionnent bien. Et je ne parle pas seulement d'une bonne administration, mais aussi des formations pour les médecins conseils, l'informatique... Le Bénin et le Togo disposent fort heureusement de l'Union Economique et Monétaire en Ouest Afrique. Elle impose certains règlements afin que la méthode de travail ait un cadre légal similaire.

Y a-t-il déjà des projets en préparation pour les prochaines années ?

FV - Nous avons beaucoup d'idées, mais un système informatique uniforme est prioritaire. Les mutualités africaines travaillent actuellement essentiellement sur papier. Certaines ont un ordinateur portable, mais pas d'électricité.

XB - Pour gérer les mutualités de manière professionnelle, un minimum de moyens s'impose. Il est essentiel de pouvoir analyser les chiffres de plusieurs mutualités. Si nous le faisons sur papier, cela prend beaucoup de temps. Un système informatique peut nous y aider.

FV - Rien que pour la crédibilité du secteur, il est intéressant de pouvoir travailler avec un système informatique uniforme.

XB - Mais si nous faisons des projets d'avenir, nous ne devons pas oublier une chose : nous devons pouvoir garantir la sécurité d'existence des mutualités africaines. Cela n'a pas de sens de planifier quoi que ce soit si plus rien n'existe dans cinq ans. Nous devons donc en priorité accroître le nombre de membres.

FV - Un exemple pour montrer à quel point le système est encore fragile. L'année dernière, des élections ont eu lieu au Bénin. Un candidat a alors payé la cotisation de 2.000 femmes. Nous avons ainsi eu 2.000 nouveaux membres en une fois. Il avait promis de faire pareil cette année, mais ce ne fut pas le cas. Aucune de ces femmes ne s'est ré-affiliée cette année.

* La plateforme MASMUT permet de soutenir la création de mutualités dans six pays d'Afrique de l'Ouest. Le projet est soutenu financièrement par les autorités belges.

AGBOGBOME : UN BEAU PONT À PLUS D'UN POINT DE VUE !

Paul Grosjean

Devlop' vous propose, pour sa troisième parution, cette toute nouvelle rubrique. L'histoire de Louvain Coopération est remplie de péripéties et d'anecdotes. Pour vous les partager, il faut faire appel à la mémoire des anciens, ceux qui ont bâti, année après année, projet après projet, cette ONG. Paul Grosjean, acteur de la naissance de l'ONG et président de son Conseil d'Administration jusqu'en 2006, nous raconte l'un de ces moments clefs où Louvain Coopération a rempli son rôle en plein…

Au début des années 90, le village béninois d'Agbogbome et ses alentours sont coupés du pays par l'Ouémé et son affluent le Tewi, et difficiles d'accès; les commerçants n'y viennent par une route peu praticable que pour les prix d'achat très bas des produits agricoles. Le niveau de vie est alors faible pour le Bénin.

Louvain Coopération (LC) y a défini, avec une ONG béninoise CREDESA, un projet à plusieurs composantes : coopératives de commerce, soins de santé, formations, activités génératrices de revenus, etc. LC se chargera de la mise en place de mutuelles de santé, à l'époque déjà un de ses « hobby » ! Malheureusement le pont sur la Tewi, unique route pour accéder au village, a été emporté par les eaux ! Agbogbome est donc physiquement enclavé ! Et refaire un pont représente un financement en dehors des possibilités immédiates du budget national et des bailleurs de fonds du projet

> “Je vais bien trouver un étudiant un peu audacieux qui prendra ce pont comme mémoire de fin d'études.”

Que faire ? Sans le pont, réaliser ce projet est inutile : le désenclavement visé passe par lui ! Et on ne peut pas lâcher cette population qui y mettait tant d'espoir. Où trouver les fonds pour reconstruire un pont ? Où trouver les compétences d'ingénierie nécessaires ?

Au Conseil d'Administration de LC, Jean-François Thimus, professeur de Génie Civil à l'UCL (EPL) réagit promptement : *« C'est par les plans d'un nouveau pont qu'il faut commencer ! Avec des plans, on estime le coût ; avec le coût, on n'a plus qu'à trouver l'argent ! Calculer un pont, c'est un travail d'ingénieurs, et ils ne manquent pas à l'EPL. Je vais bien trouver un étudiant un peu audacieux qui prendra ce pont comme mémoire de fin d'études. Je le superviserai, le ferai aider si nécessaire. Avec les plans, on verra la suite… ».*

Aussitôt dit, aussitôt fait. François Beeckmans, candidat ingénieur, est enthousiaste pour ce mémoire. Il part au Bénin pour faire les relevés nécessaires ; il y est très bien accueilli. Par ailleurs, le nouveau Recteur Crochet poursuit la coopération avec l'Université d'Abomey-Calavi. Le Professeur Thimus y approche ses confrères A. Tchehouali et N. Diogo. Ils « marchent à fond » et aident le jeune étudiant sur le terrain.

Géry Van Nieuwehuizen, directeur de LC à Cotonou, parvient à monter un accord de financement et d'exécution avec l'ONG suisse Helvétas. Les plans de François, cosignés par le professeur Thimus et ses collègues béninois, sont approuvés. Et puisqu'il y a un pont en perspective, le projet de désenclavement lui-même peut avancer.

L'apogée eut lieu le 26 janvier 2001. Ce jour-là, le Ministre des Travaux Publics, le roi d'Agbogbome, le Préfet du Zou, le Professeur Thimus et son épouse, Jean-François Dewitte, Directeur de LC et Géry sont sur le nouveau pont avec l'Ambassadeur de Suisse et CREDESA. Une foule en liesse danse autour d'eux, au son des battements de tam-tam et du « yodle » perçant des femmes Yoruba. Après qu'une calebasse d'huile de palme eut été déversée sur le pont, et qu'une chèvre grasse eut été égorgée et son sang répandu (les ancêtres sont aussi de la fête !), le pont d'Agbogbome fut solennellement inauguré.

Ce que j'aime dans cette histoire ?

On y trouve tous les ingrédients de la raison d'être même d'une ONG de développement universitaire. LC est articulée à l'Université ; elle a pu ainsi mobiliser le Pr. Thimus et sa Faculté, François a réussi un mémoire réellement utile et a ouvert les yeux tout grands sur un autre monde. Les relations entre l'Université de Abomey-Calavi et l'UCL ont été renforcées. Et les résultats visés en termes de croissance du bien-être des populations ont été obtenus dans les temps.

Cela n'a été possible que parce que l'université a eu la clairvoyance de se doter d'une ONG, réputée dans les sphères de la coopération internationale, avec la tâche, le métier et l'utilité de réaliser, avec le potentiel de l'UCL, des projets « à valeur ajoutée universitaire ».

De quoi sourire le soir au coin du feu, non ?

Le pont détruit.

Le nouveau pont.

Agenda

Le Théâtre Le Public soutient Louvain Coopération

Vous avez envie de sortir, d'échanger des idées ou tout simplement de vous divertir en découvrant des artistes belges bourrés de talent ? Alors, n'attendez plus et abonnez-vous au Théâtre Le Public **avant le 15 octobre 2016**! Jusqu'à cette date, 15% du prix des abonnements reviendront à Louvain Coopération pour ses projets dans le Sud. Une belle initiative qui conjugue plaisir culturel et aide au développement ! Attention, n'oubliez pas de communiquer le code LOUVAIN lors de votre réservation.

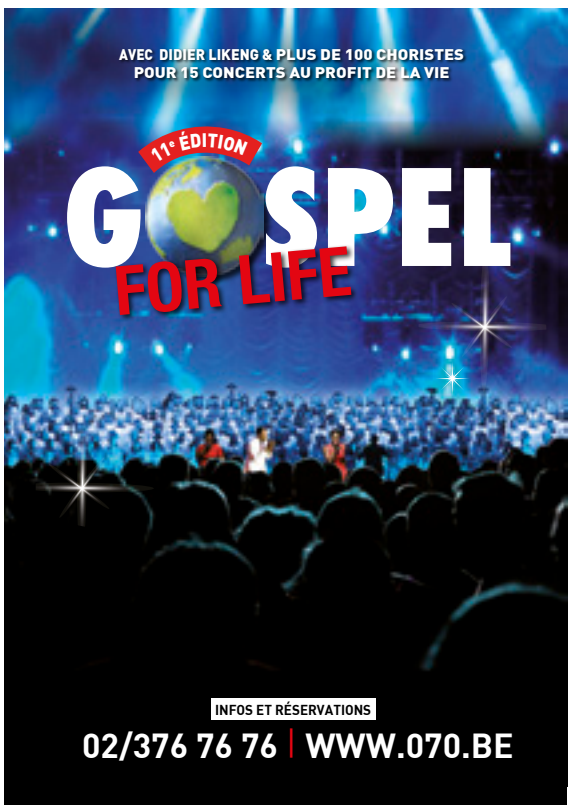
Théâtre populaire et de création, Le Public propose des œuvres qui interpellent les spectateurs telles que le thriller amoureux « Lisbeths » de Fabrice Melquiot, l'incontournable « Reines de Pique » de Jean-Marie Piemme ou encore la comédie conjugale « Maris et Femmes » de Woody Allen. Pour plus d'informations sur le programme complet de la saison 2016-2017, rendez-vous sur **www.theatrelepublic.be**.

Ingénieux Sud devient un cours universitaire

Le **8 novembre**, Louvain Coopération organise un afterwork afin de célébrer une très bonne nouvelle ! Depuis cette rentrée académique Ingénieux Sud fait l'objet d'un cours universitaire. Ce projet permet à des étudiants de différentes filières scientifiques d'imaginer et de mettre en place des solutions techniques à des problématiques vécues par des populations du Sud. Cette bonne nouvelle, nous souhaitons la partager avec vous, autour d'interventions diverses et variées, et de discussions informelles. Rendez-vous le 8 novembre !

"Gospel For Life" chante pour l'hôpital de Belo !

Le **mercredi 7 décembre**, à 20h00, Louvain Coopération et l'association « Gospel For Life » uniront leurs voix pour l'hôpital de Belo (Madagascar), lors d'un concert de gospel à l'Aula Magna, à Louvain-la-Neuve. Pour la quatrième année consécutive, l'ONG de l'UCL s'entoure de choristes et de chanteurs de gospel professionnels pour vous offrir un spectacle de fin d'année aux couleurs de la vie, de la tolérance et de la solidarité.
Plus d'infos et réservations sur : **www.070.be/gospelforlife/news**.
Nous comptons sur vous!



Les Assiettes de l'Impro

Chaque semaine à partir de **mi-septembre jusqu'à mi-décembre 2016**, aux restaurants universitaires (Le Sablon, Galilée, D'un Pain à l'Autre) et au café citoyen Altérez-vous, des groupes d'étudiants réaliseront des spectacles d'improvisation sur le temps de midi afin de sensibiliser les étudiants et habitants de Louvain-la-Neuve à la consommation responsable. Une activité utile et amusante, proposée notamment par le département d'éducation au développement de Louvain Coopération.

Table Ronde Louvain Coopération

Le **jeudi 24 novembre** prochain, Louvain Coopération vous invite à découvrir ses projets de développement lors d'une Table Ronde de 10h à 12h. L'occasion d'en apprendre plus sur ce qui motive l'ONG de l'UCL dans les actions qu'elle mène au Sud, mais aussi de discuter de la manière dont vous pouvez vous impliquer dans ses initiatives au travers du legs. Au plaisir de vous y rencontrer !

AlterCiné

En novembre, l'AlterCiné revient à Louvain-la-Neuve ! Il s'agit d'un événement organisé chaque année par Louvain Coopération en partenariat avec le DévlopKot et le Kot Oxfam. Durant deux semaines, films alternatifs, débats et sensibilisation seront au programme !

Chroniques Sud, de retour sur Antipode !

Les Chroniques Sud reviennent, deux fois par semaine, le **mercredi** et le **samedi** dans l'émission du matin sur la radio du Brabant Wallon Antipode. On y parlera des thématiques liées aux relations Nord-Sud telles que l'économie sociale, l'agriculture familiale et paysanne ou encore le mouvement des sans-terre. Rendez-vous sur 94.1 FM !

UCL Université catholique de Louvain
Avec le soutien de LA COOPÉRATION BELGE AU DÉVELOPPEMENT .be
entrepreneurs for entrepreneurs
donorinfo .be
TESTAMENT.BE
Loterie Nationale créateur de chances
Mutualités Libres Onafhankelijke Ziekenfondsen

« Il y a quelques mois, Nofy a mis au monde le petit Tanjona à l'hôpital de Belo. Son accouchement a été difficile et les médecins ont dû procéder à une césarienne d'urgence. Heureusement, elle était entre de bonnes mains, et elle et son bébé sont aujourd'hui en parfaite santé. »

Pour lutter efficacement contre la maladie et la mortalité infantile et maternelle à Madagascar, Louvain Coopération a développé un centre de soins sur la côte ouest de l'île. Si l'hôpital de Belo peut aujourd'hui prendre en charge de plus en plus de cas, de nombreux efforts restent à faire pour soigner encore plus de patients et sauver de nombreuses vies. Vous pouvez soutenir ce projet. N'oubliez pas que, pour les familles comme celles de Nofy, chaque don compte…

Merci pour votre soutien !

Louvain Coopération BE94 3401 1111 1114